LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e^)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2e ANNEE | No 36 | 1er NOVEMBRE 1925

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

LE COMPLOT DE GARRAF. — *L'un des inculpés dans le complot de Garraf et qui jouissait de liberté provisionnelle ayant passé la frontière, les autorités militaires ont arrêté son père, un de ses frères et un de ses oncles. Le Parquet de Barcelone a dressé une requête aux autorités militaires réclamant pour les inculpés la juridiction civile. La question de compétence soulevée, si elle n'est pas résolue par l'auditeur de guerre, elle devra l'être par le Tribunal Suprême. D'où un nouvel ajournement dans la solution de l'affaire.*

CONSEILS DE GUERRE. — *Les tribunaux militaires ne chôment pas. MM. Josep Noguera, Joan B. Claret, Anselm Comes, Vicens Prat, Josep Santasusagna et Josep M. Planas seront traduits devant un conseil de guerre, inculpés d'avoir rédigé un télégramme adressé au président du Directoire et que celui-ci a estimé irrespectueux. A Reus, quatre citoyens ont été traduits devant un conseil de guerre, accusés du délit de séparatisme. A Saint-Sébastien, M. Elias Gallastegui a été appelé devant un tribunal militaire, accusé du délit de sédition. On croit que M. Gallastegui, l'un des chefs des séparatistes basques, a passé la frontière.*

NOUVELLES PERSÉCUTIONS. — *M. Juli Pons, un jeune pianiste qui a acquis tout dernièrement une grande notoriété, a été arbitrairement arrêté à Barcelone, accusé de séparatisme. A La-Garriga, neuf personnes ont été punies d'amende, à la suite d'une discussion politique qui s'est déroulée au Casino de ladite ville. Les actes sociaux annoncés par ce Casino ont été suspendus. A Barcelone, un jeune dessinateur a été incarcéré, accusé d'être l'auteur de certaines affiches séparatistes. Le gouverneur de Tarragone a suspendu, pour deux mois, le journal* Joventut, *de Valls, après lui avoir imposé une amende.*

LES CRISES MUNICIPALES. — *La stabilité municipale est toujours aussi précaire en Catalogne. De nouvelles crises se sont produites au sein des communes suivantes : Reus, Solsona, Balaguer, Mataro, Montblanc et Gerone. Les journaux qui avaient entamé une campagne en faveur des élections municipales se taisent depuis quelque temps à ce sujet. On croit que leur silence est imposé par la censure.*

LES FONCTIONNAIRES DICTATORIAUX. — *Deux officiers employés dans les bureaux de recrutement de Barcelone ont été arrêtés comme faussaires. Ils touchaient de l'argent pour réformer des recrues. Un décret du Directoire accepte la démission présentée par l'ancien gouverneur de Gérone, M. de Urquia, qui s'était acquis une certaine célébrité par ses menées contre les Catalans. M. Alfonso Sala, le tristement célèbre président de la Mancomunitat dictatoriale, a présenté sa démission comme commissaire royal au sein de la Commission de l'Ecole Industrielle de Terrassa. Le directeur de l'Ecole, M. Josep Balta de Cela est aussi démissionnaire.*

A L'INSTAR D'UNAMUNO. — *On mande de Valladolid que le professeur de l'Ecole Normale, M. Federico Landovre, ancien conseiller municipal socialiste, a été révoqué de ses fonctions professionnelles, par ordre du gouvernement militaire. On attribue cette révocation aux idées politiques publiquement soutenues par le professeur Landovre.*

LE DICTATEUR DE BARCELONE. — *On connaît l'affaire du tronçon souterrain à construire dans la ligne du chemin de fer électrique de Sarrià. On sait que ce projet, tel qu'il avait été approuvé par la Municipalité de Barcelone, avait rencontré, dans l'opinion, une grande opposition, vu qu'il était ruineux pour les finances municipales. Malgré cela, le dictateur de Barcelone, c'est-à-dire, le maire nommé par Primo de Rivera, a signé au nom de la ville le contrat si discuté et si onéreux pour Barcelone,*

ETUDIANTS RÉVOLUTIONNAIRES. — *A Madrid, la police arrêta quatre étudiants détenteurs d'une certaine quantité de tracts de caractère politique et révolutionnaire que l'on distribuait à Madrid. Une de ces détentions a été maintenue. Le Parquet militaire instruit l'affaire.*

CONTRE LA PRESSE. — *En Espagne, et quoi qu'en dise le Président-Dictateur, les autorités sévissent aussi contre la presse.* El Carbayon, *un journal d'Oviedo, a été suspendu et puni d'une amende de 3.000 francs.* La Voz de Asturias *a été également punie d'une amende de 1.500 francs.*

L'ÉNIGME ESPAGNOLE

Avant que la coopération hispano-française ne devînt effective au Maroc, il ne se passait point de jour que *Le Temps* ou *Les Débats* ne nous offrissent quelques informations révélatrices sur les affaires intérieures de l'Espagne et de la Catalogne. Désormais, silence. Rien ne se passe dans la Péninsule; du moins ne savons-nous rien. Ou si nous recevons quelques nouvelles particulières, nous hésitons à en tirer parti, au moment où devant un ennemi commun nos ministres, nos généraux, nos soldats s'entendent si bien, dit-on. Déjà, j'ai montré quels dangers ce moratorium de fait peut réserver à l'Europe qui s'étonnera de se trouver du jour au lendemain, en présence d'un royaume depuis longtemps désuni. Pas un instant, il ne faudrait croire que le silence officiel corresponde à une résignation quelconque des partis. Pas plus pour ce qui concerne les affaires intérieures de l'Espagne elle-même, que pour ce qui a trait au conflit hispano-catalan, l'harmonie n'est souveraine.

Le dernier numéro du *Courrier Catalan* en apportait quelques preuves. Pendant qu'on illuminait et pavoisait, paraît-il, à Madrid, pour célébrer la prise d'Ajdir, le peuple espagnol aurait pu songer que le résultat obtenu après deux années (avec l'aide de l'armée et de la marine françaises) lui avait été promis en un délai de trois mois. Au reste, on me permettra d'observer que si la prise d'Ajdir fut un événement important pour l'Espagne, la délivrance du Maroc français en fut un au moins égal pour la France. Et nul n'a songé à illuminer à Paris, ni à Marseille! Les difficultés de l'expédition marocaine ne sont pas contestables. Mais l'ennemi fait plutôt figure de brigand que de soldat. Est-ce la coutume d'illuminer en Espagne chaque fois qu'on se débarrasse d'une bande de voleurs?

Quoi qu'il en soit, le peuple espagnol aurait bien tort de s'estimer satisfait à si bon compte. Nous savons que le mécontentement est dans l'armée très vif. Les officiers de la métropole n'admettent point les succès de leurs camarades de l'armée métropolitaine. Les vieux colonels répugnent à l'idée de servir prochainement sous de très jeunes généraux. Le parti des mécontents s'en prend au Directoire, composé de généraux. Or, les généraux du Directoire ont donné l'exemple : ils ont montré, voici deux ans, comment on s'empare du pouvoir, quand on en a assez de servir et d'obéir dans le rang. Se doutent-ils qu'ils auront des disciples et des imitateurs ? La disgrâce du général Weyler ne découragera pas ses partisans. Dans un pays tombé au pouvoir des militaires, il est très grave que les militaires soient en désaccord.

Les intentions de Primo de Rivera sur le Maroc sont pleines de majesté. Mais pour réaliser, il faut du temps. Le dictateur a commis l'imprudence de fixer lui-même à une trop lointaine échéance, la durée de son mandat. Il n'obtiendra pas plus de ses pairs et subordonnés une si longue patience qu'il ne saurait l'obtenir des Catalans.

*
**

On connaît la réponse de Primo de Rivera à M. Cambo, au sujet de la politique du Directoire au Maroc. Ce document vaudrait une analyse minutieuse. M. Cambo, on le sait, n'a pas changé d'avis sur la question marocaine. Le sang des victoires ne l'a pas enivré. Son point de vue est qu'il est aventureux de trop vouloir entreprendre au Maroc. Au rebours, le Dictateur qui, avant les succès récents, se montrait plein de modestie, quant aux fins de la campagne militaire, semble aujourd'hui beaucoup plus ambitieux. Sa lettre à M. Cambo ne le laisse pas découvrir absolument; elle ne nie pas non plus les projets impérialistes qu'on lui prête. Au fond, elle ne nous apprend rien.

Mais c'est un fait nouveau, cette lettre! Quoi? le Président du Directoire daigne répondre désormais à un homme politique de l'opposition, au leader catalan, par surcroît. Et cela sans insolence? Il y a quelque chose de changé à Madrid; quelque chose que nous ne savons pas encore, mais dont nous avons ainsi l'indice. Ce n'est pas sans motif que le général Primo de Rivera est devenu courtois. On ne met pas d'eau dans son vin, lorsqu'on est Primo, si l'on ne s'y sent contraint. L'avouerai-je? Je ne suis pas très rassuré par la nouvelle manière d'être de notre homme.

F. JEAN-DESTHIEUX.

LA TYRANNIE ESPAGNOLE

Une nouvelle atteinte contre l'âme catalane

Le Directoire militaire poursuit de nouveau la Langue et les Ecoles Catalanes

Le Directoire ne cesse de persécuter l'âme même de la nation catalane. Il vient de faire signer au roi un décret qui vise tout spécialement le sentiment catalan, bien qu'il prétende enrayer du même coup le séparatisme et le communisme. Par ce décret, les Recteurs d'Université, les Directeurs des Etablissements d'enseignement et les inspecteurs d'enseignement primaire sont tenus de surveiller avec soin les professeurs et instituteurs qui pourraient glisser dans leurs cours des doctrines antisociales ou contraires à l'unité de la patrie espagnole. Ces professeurs et instituteurs seraient naturellement punis avec une extrême rigueur s'ils ne se conformaient pas à cet ordre.

Dans les visites qu'ils sont obligés d'accomplir, les inspecteurs d'enseignement examineront les livres de texte; si ces livres ne sont pas *rédigés en espagnol* ou s'ils contiennent des doctrines ou des tendances *contraires à l'unité de la patrie*, ou à ce qui constitue le fondement du régime social, ils seront saisis immédiatement des mains des enfants et on punira leur maître. Les écoles privées où de pareils livres pourraient être trouvés, seront immédiatement fermées. Les enfants subiront, de la part de l'inspecteur, un interrogatoire ou un examen, afin qu'il soit constaté s'ils reçoivent ou non l'instruction voulue. Si l'enfant ne répond pas au gré de l'inspecteur, son instituteur sera également puni.

En même temps, les inspecteurs sont tenus de s'informer de la vie privée des instituteurs. Dans le cas où ils apprendraient que ces instituteurs se livrent à des propagandes antipatriotiques ou contre l'ordre social, ils frapperont ces instituteurs de la sentence convenue.

On veut bien mélanger ici le communisme au séparatisme. Mais c'est le séparatisme que l'on vise seulement. En voici la preuve. C'est le commentaire que le décret a inspiré à un journal de Madrid, « *A B C* », qui s'est toujours distingué par sa haine de la Catalogne. Ce journal se fait écrire par son correspondant de Barcelone : « Depuis que le Directoire est au pouvoir, c'est-à-dire depuis que le gouvernement se préoccupe un peu du problème catalan, on n'avait encore rien fait qui atteignît aussi directement la racine même du problème. Dans les écoles privées, notamment, on enseigne aux élèves une histoire d'Espagne dans laquelle on présente l'unité du pays comme étant la conséquence d'une suite de crimes et de fausselés. Il y a déjà quelques années, nous avons demandé à un libraire quelconque l'un de ces abrégés d'histoire que l'on enseigne dans les écoles et sa lecture nous a réellement étonnés. Avec le problème catalan, il en est comme pour certains malades : on tâche de guérir leur mal de tête avec des médicaments contre les névralgies, alors que la véritable source du mal est à l'estomac. »

Dans ce commentaire, on le voit, pas un mot sur le communisme. C'est que le décret ne vise, en réalité, que l'enseignement du catalan et de l'histoire catalane. Ce décret est un nouvel acte de tyrannie, il porte atteinte à la liberté d'enseignement et même à la liberté de la pensée. Il fouille la vie privée des instituteurs. C'est une ignominie !

Primo de Rivera a un titre de plus à la haine des Catalans. Il tâche de les frapper au cœur même, de les blesser en ce qu'ils ont de plus précieux et de plus sacré. Mais on ne joue pas impunément avec les sentiments enracinés d'un peuple, surtout lorsque ce peuple est fort de son droit et de sa volonté de ne pas se plier aux caprices d'un tyran !

Ce décret draconien est une nouvelle honte pour l'Espagne. La tradition d'absolutisme continue. L'Inquisition, on le voit, naît de ses cendres. Mais l'âme catalane est là pour la réduire à néant.

Le général Nouvilas et le problème Catalan

Le correspondant à Madrid du grand journal *Excelsior*, de Mexico, M. Mariné, a interrogé le général Nouvilas, secrétaire général du Directoire. Le général Nouvilas a dit, notamment, au journaliste mexicain :

« Le problème que le Directoire aura à résoudre, immédiatement après celui du Maroc, est le problème budgétaire. Celui-ci sera résolu sitôt que l'on pourra réduire les dépenses occasionnées par l'occupation du Maroc. Mais après sa solution, il doit se préoccuper du problème catalan qui ne peut pas être résolu en quelques jours. C'est un problème de plusieurs années.

« D'ailleurs, c'est, à mon avis, un problème qui doit être envisagé à l'école, à l'église, au confessionnal; c'est, en outre, un problème d'ordre économique. Le gouvernement doit pousser l'enseignement, aussi bien que l'éducation religieuse, dans un sens espagnoliste. L'enseignement que l'on donne aujourd'hui et la religion que l'on prêche sont contraires à la considération de l'Espagne comme unique patrie. Il est des prêtres qui prêchent en catalan, qui prêchent, comme ils disent, pour la petite patrie; il est des instituteurs qui enseignent des choses invraisemblables, qui parlent de la Catalogne comme si elle était une nation, et enfin, il y a les gens égoïstes qui défendent le protectionnisme douanier. On a accordé à la Catalogne une protection ouverte; bien des fois, sans aucune condition, car elle était imposée seulement par les menaces des séparatistes. Naturellement, la protection que l'Etat a donnée à la Catalogne, protection arrachée par la crainte, n'a procuré aucun bénéfice aux autres régions. Le Directoire ne peut être responsable de cela, parce qu'il s'est trouvé avec un fait accompli, mais il est forcé d'entreprendre des réformes sans tergiverser.

« Il faut signaler que les provinces catalanes ne sont pas toutes anti-espagnoles. Celle de Barcelone l'est en premier lieu, celle de Gérone vient ensuite, mais dans les deux autres, il règne un esprit espagnol. Il y a aussi une grande masse d'Espagnols en Catalogne hostiles aux idées séparatistes. Ce sont des gens qui ont dépassé quarante ans en général. Devant eux, la jeunesse est franchement séparatiste. »

Nous laissons naturellement au général Nouvilas la responsabilité de ses affirmations. Une chose est certaine, c'est que le programme qui y est annoncé commence à se réaliser. Ces déclarations ont été publiées à Mexico, le 3 septembre — un mois et demi après, le Directoire a fait signer au roi le décret sur la surveillance des écoles et des institutions — décret qui est un nouveau coup nettement dirigé contre l'esprit catalan.

La situation politique en Espagne

Un de nos correspondants nous écrit :

Barcelone, octobre.

Le Directoire espagnol est entré dans une phase d'optimisme reconnu. Ses notes officieuses sont pleines de joie et de satisfaction. « C'est l'heure du casque et de l'épée », a écrit *La Correspondencia Militar*. La collaboration franco-espagnole a permis le débarquement des troupes espagnoles à Alhucemas, ainsi que la prise d'Ajdir, le misérable quartier général d'Abd-el-Krim. Devant ces faits, le peuple espagnol a voulu tout ignorer. Son scepticisme est tel qu'il a fait, devant l'optimisme officiel, un geste d'incrédulité. On a entendu partout des « Ce n'est pas possible ! », des « Sans blague ! », révélant le peu de confiance qu'il accorde aux militaires. Le critique germanophile et chauvin, Armando Guerra, a écrit un article où il se désole devant la froideur avec laquelle l'opinion a reçu la nouvelle des exploits héroïques et, aux dires de Primo de Rivera, « immortels », accomplis par l'armée espagnole. C'est que l'opinion n'oublie point que c'est à force d'héroïsme et d'entreprises immortelles que l'Espagne a perdu la moitié du monde.

La tartarinade d'Alhucemas a tout de même porté ses fruits. Par un décret qui est une page de l'anthologie du plus pur espagnolisme, Primo de Rivera s'est accordé à lui-même les croix du Mérite Naval et de Saint-Ferdinand. Il va être nommé duc d'Ajdir et prince de l'armée, c'est-à-dire capitaine général. Le général Weyler a été révoqué de ses fonctions de chef de l'Etat-major Central. Ce vieux général qui a toujours été peu aimé par la cour et qui était un adversaire irréductible de la prise d'Alhucemas, se rendit à la gare attendre les rois qui revenaient de leur villégiature à Santander. Il salua la reine et celle-ci dit au chef de l'Etat-major Central :

— « Avez-vous vu, Monsieur Weyler ? Nous avons débarqué à Alhucemas. Nous avons remporté un grand triomphe. »

— « Comment, un triomphe ? — répondit Weyler. — Nous n'avons fait que créer un nouveau front au Maroc, c'est-à-dire que nous avons créé un nouveau motif de préoccupation, et c'est un nouveau désastre en perspective. Ce débarquement, réalisé suivant un plan contraire aux directives de l'Etat-major Central, me semble une sottise. »

Vingt-quatre heures après cet entretien, le vieux général était révoqué de ses fonctions.

Par contre, d'autres officiers étaient promus. Il est actuellement en Espagne des généraux âgés de trente ans. Primo de Rivera s'est créé au Maroc un parti

memoriaesquerra.cat — Le Courrier Catalan [Paris, 1924-1927], 1/11/1925, pàgina 1